



## Lettre économique d'Egypte

N° 59 – Avril 2016

© DG Trésor

*La dévaluation du mois passé avait fait naître quelques espoirs quant à une stabilisation possible du taux de change de la livre égyptienne, souhaitée par tous les opérateurs officiels. Malheureusement, après quelques jours d'incertitude, le taux du marché parallèle a repris son glissement qui l'écarte de plus en plus du taux officiel, nourrissant ainsi les attentes des spéculateurs qui gardent leurs devises au lieu de les mettre sur le marché. L'écart était de 25 % le 20 avril 2016 et cette situation, surtout si le fossé continue de se creuser, ne saurait durer trop longtemps.*

*Heureusement l'Egypte peut toujours compter sur ses soutiens du Golfe, au premier rang desquels l'Arabie Saoudite. En effet le roi Salman a fait quelques annonces très importantes lors de son passage en Egypte, tant du côté des livraisons d'hydrocarbures que du côté des investissements (cf. page 4). Il ne s'agit peut-être plus d'argent frais directement déposé à la banque centrale mais d'un mécanisme qui va grandement alléger la balance des paiements et contribuer à diminuer son déficit.*

*Par ailleurs et malgré une forte attente de tous les observateurs l'Egypte n'a pas profité des réunions de printemps à Washington pour débiter les discussions autour d'un programme avec le FMI, pour l'instant.*

*Mais surtout le Président de la République François Hollande s'est rendu en visite d'Etat en Egypte du 17 au 19 avril. Ce déplacement s'est particulièrement bien passé et il fera l'objet de comptes rendus plus détaillés dans la prochaine édition de la lettre.*

*Franc Sécula  
Conseiller économique*

### Conjoncture économique

### Le Premier ministre prononce son discours de politique générale

Laurent Boulan

[laurent.boulan@dgtresor.gouv.fr](mailto:laurent.boulan@dgtresor.gouv.fr)



[Télécharger](#) le discours (en arabe)

Le 27 mars 2016, le Premier Ministre Sherif Ismail a effectué sa déclaration de politique générale devant la Chambre des Représentants. Suite à une introduction sur l'ampleur de la crise économique égyptienne, il a dévoilé un programme qui repose sur **sept piliers**. Les politiques économiques et sectorielles sont développées **dans les troisième et cinquième piliers**.

Le troisième pilier est le programme économique du gouvernement. **A l'horizon 2017/18**, le gouvernement s'est fixé comme objectifs : un taux de croissance de 5 à 6 %, un déficit public de 9 à 10 % du PIB<sup>1</sup>, une dette publique de 92 à 94 % du PIB<sup>2</sup>, un taux de chômage de 10 à 11 % de la population active<sup>3</sup> et un taux d'inflation de 9 %. Sur le front du commerce extérieur, son ambition est de parvenir à un taux de croissance annuel des exportations de 5 % et de réduire le déficit de la balance commerciale de 3 à 5 %.

<sup>1</sup> 8 à 9 % du PIB en 2019/20

<sup>2</sup> 85 à 90% du PIB en 2019/20

<sup>3</sup> Inférieur à 9 % de la population active en 2019/20



Lettre économique d'Égypte n°59 – Avril 2016 © DG Trésor

Pour atteindre ces objectifs, le gouvernement souhaite s'orienter vers quatre axes principaux :

1. **Le rétablissement de l'équilibre macroéconomique général** qui passe par des réformes législatives pour accroître les recettes (mise en place du régime de TVA, refonte du cadre fiscal, nouvelle loi douanière). Cela passe également par la mise en place d'un environnement des affaires plus efficace (réformes de la législation sur les appels d'offres et les enchères publiques), par la diversification des sources de financement de la dette ou encore par des mesures de contrôle de l'inflation.

2. **La stimulation de la croissance économique** grâce à l'assouplissement des barrières administratives aux investissements, la rationalisation des procédures pour l'obtention de permis industriels et l'acquisition de terrains, le soutien aux PME et aux microentreprises<sup>4</sup>, l'intégration progressive du secteur informel au secteur formel et la réforme de la gouvernance des entreprises.

3. **L'accélération dans l'exécution des grands projets nationaux** qui sont notamment : la zone économique du Canal de Suez, la création de villes nouvelles, la bonification d'1,5 millions de feddans, le développement de la côte Nord-Ouest de l'Égypte, le Triangle d'Or, les grands axes routiers, l'Axe du 30 Juin et la nouvelle ville de Galala, le développement des champs gaziers, des usines de raffinage et des capacités de production d'électricité.

4. **Des politiques axées sur la justice sociale et sur le développement des services publics.** Le Premier ministre renvoie ici au quatrième pilier de son programme qui met principalement l'accent sur la justice sociale, la santé et l'éducation. On retiendra par exemple la volonté du gouvernement d'étendre le système de protection sociale aux populations et aux régions les plus défavorisées, d'augmenter les dotations du programme «Takaful et Karama » ou encore d'accroître la construction de logements sociaux. Le gouvernement met également la priorité sur la réhabilitation des bidonvilles et la lutte contre leur prolifération ainsi que sur l'extension des services d'eau potable et d'assainissement. Dans le domaine de la santé, il souhaite étendre l'assurance santé aux bénéficiaires de pensions sociales, renforcer le programme d'éradication de l'hépatite C, développer l'industrie pharmaceutique et l'industrie des dispositifs médicaux et accélérer la construction et la rénovation des centres de soins. Enfin, sur le front de l'éducation, ses priorités sont essentiellement la construction d'écoles, l'ouverture de nouvelles classes, la formation des enseignants et le développement de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Le cinquième pilier est consacré aux politiques de modernisation sectorielles : dans les domaines **de l'industrie** (assouplissement de législation, construction de zones et de parcs industriels), **des hydrocarbures** (augmentation des capacités de production et de raffinage), **de l'énergie** (construction de centrales électriques, amélioration du réseau de transport), **des ressources minières** (projet du Triangle d'Or, attribution de nouvelles concessions), **de l'agriculture et du bétail** (stimulation des investissements, viabilisation des terres), **de l'eau** (réforme de l'irrigation, construction de stations d'épuration), **des NTIC** (modernisation des infrastructures, développement du haut-débit), **du tourisme** (allocation de terrains, lancement de projets touristiques), **du transport** (développement du transport fluvial et ferroviaire, extension du métro) et **de l'aviation civile** (croissance des capacités aéroportuaires et de la

---

<sup>4</sup> Notamment la garantie d'un meilleur accès au financement



flotte aérienne, mise à niveau des infrastructures). Parmi les objectifs sectoriels phares du gouvernement à l'horizon 2017/18, on notera : **une part de l'industrie dans le PIB à 21 % et l'accueil de 10 M de touristes.**

## Conjoncture économique

## La balance des paiements au 1<sup>er</sup> semestre 2015/16

Laurent Boulan

[laurent.boulan@dgtresor.gouv.fr](mailto:laurent.boulan@dgtresor.gouv.fr)

en Mds USD	Juil - Déc. 2014	Juil - Déc. 2015
<b>Solde Commercial</b>	<b>-20,4</b>	<b>-19,5</b>
<i>dont hydrocarbures</i>	-1,6	-2,3
<i>dont hors-hydrocarbures</i>	-18,8	-17,2
<b>Balance des services</b>	<b>4,1</b>	<b>2,2</b>
<i>dont revenus du tourisme</i>	4,0	2,7
<i>dont revenus du Canal de Suez</i>	2,9	2,6
<i>dont transferts publics nets</i>	2,6	0,03
<i>dont transferts privés nets</i>	9,4	8,3
<b>Compte courant</b>	<b>-4,3</b>	<b>-8,9</b>
<b>Compte de capital et financier</b>	<b>0,8</b>	<b>9,2</b>
<i>dont flux nets d'IDE</i>	2,6	3,1
<i>dont flux nets d'inv. de portefeuille</i>	-2,1	-1,6
<i>dont autres inv. nets</i>	0,5	7,8
<b>Balance des paiements</b>	<b>-1,0</b>	<b>-3,4</b>

Le solde de la balance des paiements affiche **un déficit de 3,41 Mds USD sur le premier semestre 2015/16, en nette augmentation** par rapport au déficit de 1,02 Mds USD enregistré sur le premier semestre 2014/15.

**Cette dégradation s'explique principalement par l'explosion du déficit courant,** qui passe de 4,6 Mds USD à 8,9 Mds USD en glissement semestriel. En effet :

- **Le surplus de la balance des services a fondu**, passant de 4,1 Mds USD à 2,2 Mds USD, conséquence directe de **la chute des revenus du tourisme<sup>5</sup>** de 4,0 Mds à 2,7 Mds.

- **Les transferts nets se sont considérablement réduits**, de 12 Mds USD à 8,3 Mds USD, sous l'effet de la **baisse simultanée des transferts officiels**, de 2,6 à 0,03 Mds USD, **et des transferts privés**, de 9,4 Mds USD à 8,3 Mds USD (les envois de fonds des travailleurs émigrés égyptiens diminuent notamment de 10,6 %).

Cependant, **le déficit de la balance commerciale s'est légèrement atténué**, passant de 20,4 Mds USD à 19,5 Mds USD. En effet, même si les exportations se sont contractées suite à la baisse des cours du pétrole, les importations ont également reculé grâce à la baisse conjointe des prix du pétrole et des produits alimentaires de base.

**Le surplus du compte de capital et financier, quant à lui, s'est fortement accru.** Il passe de 772,1 M USD à 9,2 Mds USD, ce qui s'explique notamment par :

- **La hausse des IDE entrants**, de 2,6 Mds USD à 3,1 Mds USD et principalement des investissements dits « greenfield<sup>6</sup> » de 1,4 Mds USD à 2,5 Mds USD (+78 %).

- **Une légère diminution des sorties nettes d'investissements de portefeuille**, de 2,1 Mds USD à 1,6 Mds USD. Sur la période, les sorties nettes sont principalement dues au remboursement d'obligations arrivées à maturité pour un montant d'1,25 Mds USD.

- **La hausse des « autres investissements »** de 0,5 Mds USD à 7,8 Mds USD, principalement sous l'effet de l'augmentation des crédits commerciaux à court terme de 2,2 Mds USD à 4 Mds USD (+ 82 %).

<sup>5</sup> 38,3 millions de nuitées touristiques au 1<sup>er</sup> semestre 2015/2016 contre 53,3 millions de nuitées au 1<sup>er</sup> semestre 2014/15

<sup>6</sup> Un investissement « greenfield » est un investissement qui se matérialise par la création de nouvelles entreprises ou magasins

**Relations bilatérales****Visite du roi d'Arabie Saoudite en Égypte**

Laurent Boulan

[laurent.boulan@dgtresor.gouv.fr](mailto:laurent.boulan@dgtresor.gouv.fr)

Le roi Salman d'Arabie Saoudite a effectué **une visite officielle de cinq jours en Égypte** du 7 au 12 mars 2016. Il s'agit de sa première visite en Égypte depuis son intronisation en janvier 2015.

A cette occasion, il a rencontré **le patriarche de l'Église copte orthodoxe, le Grand Imam d'Al Azhar**, le Président de l'Université du Caire, la ministre égyptienne de l'Investissement et des membres de la communauté d'affaires saoudo-égyptienne. Il s'est rendu à l'Université du Caire où il a reçu un doctorat honorifique et **s'est exprimé devant le Parlement égyptien**. Dans son discours au Parlement, **il a appelé au renforcement des liens économiques, politiques et militaires** entre l'Égypte et l'Arabie Saoudite. Il a notamment **souligné les opportunités offertes par la coopération économique entre les deux pays** et mis en exergue les nombreux accords de prêts, protocoles d'entente («MoU»), programmes exécutifs et autres contrats d'investissements signés durant son séjour.

En effet, sa visite a vu **la signature de plus de 30 accords et MoUs dont la valeur totale dépasse les 55 Mds USD**. Parmi ceux-ci, on peut retenir :

- Un accord entre le Saudi Public Investment Fund et le Ministère de l'Investissement pour **la création d'un fond d'investissement égypto-saoudien doté de 16 Mds USD**

- Un accord tripartite entre Saudi Aramco, l'Egyptian General Petroleum Corporation (EGPC) et le Saudi Development Fund pour **la fourniture à l'Égypte de 700 000 tonnes de produits pétroliers par mois pendant 5 ans** (400 000 tonnes de diesel, 200 000 tonnes d'essence, 100 000 tonnes de fioul). Cette aide **pétrolière, d'une valeur totale d'environ 23 Mds USD**, sera réglée directement par le Saudi Development Fund à Saudi Aramco puis remboursée par l'Égypte<sup>7</sup>.

- Un MoU entre le Ministère de la Coopération Internationale et le Saudi Public Investment Fund pour **la création d'une zone franche et d'un port maritime** dans la péninsule du Sinaï.

- Douze accords de prêts entre le Ministère de la Coopération Internationale et le Saudi Development Fund d'une **valeur totale d'environ 1,5 Mds USD pour financer divers projets d'infrastructures dans le Sinaï** (construction d'une université, de zones agricoles, de quartiers résidentiels, de routes et d'autoroutes, d'une centrale de traitement des eaux usées et d'un transfert d'eau).

- Deux accords de prêts entre le Ministère de la Coopération Internationale et le Saudi Development Fund **pour financer l'extension et la rénovation de l'hôpital Qasr El Aini** (120 M USD) **et l'extension de la centrale électrique du Caire-Ouest** (100 M USD).

- Un accord sur **la construction d'un pont entre l'Égypte et l'Arabie Saoudite**. Des estimations font état d'un **coût compris entre 3 et 4 Mds USD pour ce projet**.

<sup>7</sup> Sur une période de 15 ans, avec une période de grâce de 3 ans, à un taux d'intérêt de 2 %.



Lettre économique d’Egypte n°59 – Avril 2016 © DG Trésor

- Des accords entre l’Autorité Générale de la Zone Economique du Canal de Suez et des investisseurs saoudiens pour **la création de deux joint-ventures égypto-saoudiennes dédiées au développement de la zone économique du Canal de Suez** (aux capitaux versés de 3 Mds EGP et 3,3 Mds USD).

- Un protocole pour **l’investissement de 30 Mds SAR (8 Mds USD) dans des projets immobiliers et touristiques** à travers l’Egypte.

**Les relations économiques entre l’Egypte et l’Arabie Saoudite sont importantes.** En 2014/15, l’Arabie Saoudite est le **4<sup>ème</sup> partenaire commercial de l’Egypte** (5,4 Mds USD d’échanges commerciaux), **son 2<sup>ème</sup> fournisseur** (4,3 Mds USD d’exportations vers l’Egypte) et **son 6<sup>ème</sup> client** (1,1 Mds USD d’importations depuis l’Egypte). En 2014/15, l’Arabie Saoudite se classe également **au 5<sup>ème</sup> rang des investisseurs en Egypte avec des IDE en forte augmentation** (650 M USD contre moins de 300 M USD les années précédentes). C’est également **l’un de ses principaux soutiens financiers**. L’Arabie Saoudite a en effet accordé à l’Egypte **plus de 12 Mds d’aides exceptionnelles<sup>8</sup>** depuis 2011 et aurait promis **de lui octroyer une aide d’un montant global de plus de 8 Mds USD au cours des cinq prochaines années<sup>9</sup>**, essentiellement sous la forme de prêts et d’investissements. Enfin, **plus d’1,5 M d’Egyptiens** travailleraient en Arabie Saoudite.

## Politiques publiques

### Le consortium Alstom-Colas Rail remporte le contrat d’extension de la ligne 1 du métro du Caire

Ludovic Haren

[ludovic.haren@dgtresor.gouv.fr](mailto:ludovic.haren@dgtresor.gouv.fr)



La National Authority for Tunnels (NAT) a signé **un contrat avec le consortium formé par Colas Rail et Alstom Transports** pour la rénovation et la mise à niveau des infrastructures existantes entre les stations d’El Marg et New el Marg (qui se trouvent en fin de la ligne 1). Le contrat comprend **la réalisation des études, la conception, l’installation et la mise en service de différents systèmes**. Les travaux seront principalement constitués de :

- la rénovation des voies et appareils de voies
- la construction de nouvelles voies
- l’alimentation électrique et la construction des locaux afférents
- le remplacement de la caténaire
- l’ajout et la mise à niveau des appareils de signalisation et la construction des locaux afférents
- l’intégration des nouveaux équipements dans le système de commande centralisée
- l’agrandissement des quais de la station de New el Marg

Les travaux devraient commencer d’ici peu et s’achever fin 2017. **Le montant du contrat est d’environ 30 M EUR** et sera **financé en partie par un protocole financier signé en 2002**, destiné à la modernisation de la ligne 1.

<sup>8</sup> Dépôts à la BCE, dons, envois de produits pétroliers, financement de projets...

<sup>9</sup> Selon un communiqué de l’agence Saudi Press Agency datant du 16 décembre 2015



## Politiques publiques

## L'Ambassade organise une conférence sur la ville durable

Camille M'jati

[camille.mjati@dgtrésor.gouv.fr](mailto:camille.mjati@dgtrésor.gouv.fr)

Le Service économique de l'Ambassade a organisé une conférence intitulée « **A French vision of sustainable cities** », qui s'est tenue le mardi 22 mars 2016 dans l'auditorium de l'Institut Français d'Égypte, au Caire. Dans un contexte de multiplication des projets urbains de grande échelle par les autorités égyptiennes (construction massive de logements sociaux, projets de nouvelles villes), **cette initiative visait à sensibiliser ces autorités et les sociétés égyptiennes au savoir-faire français dans le domaine de la ville durable.**

**Les institutions françaises contribuent régulièrement au développement urbain en Égypte.** Les centres de recherche comme le Centre de d'études et de documentation économiques, juridiques et sociales (CEDEJ) participent à l'étude du territoire urbain égyptien. Les sociétés françaises, régulièrement soutenues par le gouvernement français et l'AFD, ont contribué à l'édification d'infrastructures urbaines de premier ordre, à l'image du métro du Caire.

**Inaugurée par André Parant, l'Ambassadeur de France en République Arabe d'Égypte, et le Dr. Moustafa Madbouli, ministre du Logement, des Utilités publiques et des Communautés urbaines,** la conférence a dans un premier temps porté sur **l'évolution de la conception française de la ville.** Après une introduction par Karine Bennafla, directrice du CEDEJ, Bernard Videau, (Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer) a présenté **l'émergence des concepts de villes durables et intelligentes en France.**

Jean-Michel Ristori (Projacs), Catherine Mantel et Amine Homman (Engie) ont ensuite illustré **le développement d'une vision intégrée de la ville** par la présentation de la marque « Vivapolis » et du démonstrateur 3D « Astainable ».

La seconde partie de la journée a reposé sur **la mise en œuvre de ces nouveaux concepts urbains.** Gérard Wolf a présenté la task force « Villes durables » du Medef-International, qu'il préside. Les sociétés **ECPC-Consolis, EDF, Engie, Saint-Gobain Gyproc, Saint-Gobain Glass, Schneider Electric, Veolia et Vicat ont ensuite réalisé une étude de cas collective** articulée autour de la thématique de l'efficacité énergétique, illustrant **la qualité et la diversité du savoir-faire français** à tous les niveaux du processus du développement urbain.

**L'AFD a clôturé la conférence** en présentant **ses projets et réalisations dans le domaine du développement urbain en Égypte** et dans la région méditerranéenne, notamment la réhabilitation des quartiers d'Imbaba et al-Warraq (Giza) et la régénération de Mina al-Bassal et Kafr Ashry (Alexandrie).

La partie égyptienne a répondu positivement à cette sollicitation. **Plusieurs dirigeants égyptiens de haut niveau** (Ahmed Darwish, Ibrahim Mahlab) ainsi que **des représentants des principales entités publiques et sociétés égyptiennes** du secteur ont assisté à l'évènement. La Primature, le ministère de l'Électricité, de l'Environnement, le gouvernorat du Caire et de nombreuses entités publiques liées aux questions urbaines ont envoyé des représentants, tout comme les sociétés Orascom Construction, Emaar Misr, Wadi Degla Holding, Amer Group ou Palm Hills Development.



## Brèves et indicateurs

## Brèves économiques

Laurent Boulan

[laurent.boulan@dgtresor.gouv.fr](mailto:laurent.boulan@dgtresor.gouv.fr)

- A l'occasion d'une enchère de devises exceptionnelle le dimanche 13 mars, l'Égypte a vendu 198,1 M USD au taux de 8,85 EGP/USD, ce qui correspond à **une dévaluation d'environ 14 % de la livre égyptienne**. Lors des précédentes enchères, le prix de vente était en effet de 7,73 EGP/USD.

- Dans le cadre d'un remaniement ministériel le 23 mars, le président Al Sissi a nommé **Amr El Garhy** comme ministre des Finances et **Dalia Khorshed** comme ministre de l'Investissement.

- Dans le cadre de son discours de politique générale devant le Parlement le 27 mars, le Premier ministre a défini ses objectifs macroéconomiques à l'horizon 2017/18 : un taux de croissance entre **5 et 6 %**, un déficit public entre **9 et 10% du PIB** (entre 8 et 9 % en 2019/20) et une dette publique entre **92 et 94 % du PIB** (entre 85 et 90 % en 2019/20).

- Selon l'Emirates NBD, **l'indice PMI a reculé à 44,5 points en mars**, contre 48,1 points en février. Ce score **marque un 6<sup>ème</sup> mois consécutif de contraction de l'activité**. Il reflète une baisse de la production, des nouvelles commandes et de la création d'emploi ainsi qu'une augmentation des coûts d'achat liés à la faiblesse de la monnaie.

- **Les services du FMI ont baissé de 4,3 % à 3,3 % leur prévision de croissance pour l'année fiscale 2015/16**. L'inflation s'élèverait à 9,6 % en 2015/16 et à 9,5 % en 2016/17. Le taux de chômage, s'établirait à 13 % de la population active en 2015/16 et à 12,4 % en 2016/17. Quant au déficit courant, il s'élèverait à 5,3 % du PIB en 2015/16 et en 2016/17.

- En mars, **les réserves internationales nettes de la Banque Centrale ont légèrement augmenté** pour atteindre 16,561 Mds USD, contre 16,533 Mds USD au mois précédent. En mars 2015, elles s'élevaient à 15,291 Mds USD et couvraient **2,8 mois** d'importation.

- Selon le Capmas, **le taux d'inflation annuel ralentit légèrement en mars pour atteindre 9,03%**, contre 9,1 % au mois précédent. Cependant, **l'inflation sous-jacente annuelle s'accélère pour s'établir à 8,4 %**, contre de 7,5 % en février.



Brèves et indicateurs

Indicateurs

Indicateurs trimestriels		Juil-Sept 2014/15	Oct-Dec 2014/15	Jan-Mars 2014/15	Avril-Juin 2014/15	Juil-Sept 2015/16
<b>Taux de croissance réel du PIB (y/y) aux prix du marché</b>		6,8%	4,0	2,6	4,5	3,1
<b>Comptes externes en Mds USD</b>	<b>Solde commercial</b>	-10	-10,2	-9,4	-9,2	-10
	<i>dont hydrocarbures</i>	-1,2	-0,5	-1	-0,9	-1,2
	<b>Balance des services</b>	2,2	1,7	0,3	0,5	1,7
	<i>Revenus du tourisme</i>	2,1	1,9	1,5	1,9	1,7
	<i>Revenus du canal de Suez</i>	1,5	1,4	1,2	1,3	1,4
	Transferts privés (nets)	4,7	4,7	5	4,9	4,3
	<b>Compte courant</b>	-1,6	-2,7	-4,1	-3,8	-4
	<b>Compte de capital et financier</b>	0,4	0,5	6,1	10,7	1,5
	<i>dont flux nets d'IDE</i>	1,3	1,4	2,9	0,7	1,4
	<i>dont flux nets d'inv. de portefeuille</i>	0,3	-2,4	0,03	1,4	-1,4
<b>Balance des paiements</b>	0,4	-1,4	-0,03	4,8	-3,7	
Indicateurs mensuels 2015 - 2016		Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars
<b>Inflation (y/y) en %</b>	IPC urbain	11,1	11,1	10,1	9,1	9,0
	Inflation sous-jacente	7,4	7,2	7,7	7,5	8,4
<b>Taux d'intérêts (corridor BCE) en %</b>	Taux de rémunération des dépôts	8,75	8,75	9,25	9,25	10,75
	Taux de refinancement	9,75	9,75	10,25	10,25	11,75
<b>Taux de change moyenne mensuelle</b>	LE pour 1EUR	8,48	8,53	8,51	8,57	9,35
	LE pour 1USD	7,90	7,81	7,83	7,84	8,41
<b>Réserves officielles (en Mds USD) à la fin du mois</b>		16,42	16,45	16,48	16,53	16,56

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique du Caire (adresser les demandes à [franc.secula@dgtrésor.gov.eg](mailto:franc.secula@dgtrésor.gov.eg)).

Clause de non-responsabilité

Le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur : Service Économique du Caire

Adresse : 10 rue Sri Lanka – Zamalek – Le Caire

Rédigée par : Camille M'jati, Ludovic Haren, Guilhem Roger, Laurent Boulan

Revu par : Franc Sécula ; Guilhem Roger

Version du 22/04/2016